

~~Vu la Loi N°01-113 du 21 décembre 2001 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;~~

~~Vu le Décret N°02-132/P-RM du 17 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;~~

~~Vu le Décret N°02-135/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 ;~~

~~Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;~~

~~La Cour Suprême entendue ;~~

~~STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,~~

~~ORDONNE :~~

~~ARTICLE 1^{ER} : Est autorisée la ratification du Protocole relatif à la création de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), adopté lors de la 25^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Dakar (Sénégal) du 20 au 21 décembre 2001.~~

~~ARTICLE 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.~~

~~Bamako, le 29 mars 2002~~

~~Le Président de la République,~~

~~Alpha Oumar KONARE~~

~~Le Premier ministre,~~

~~Modibo KEITA~~

~~Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,~~

~~Ministre des Affaires Etrangères et des~~

~~Maliens de l'Extérieur par intérim,~~

~~Ousmane SY~~

~~Le ministre de l'Economie~~

~~et des Finances,~~

~~Bacari KONE~~

**ORDONNANCE N°02-047/P-RM DU 29 MARS 2002
PORTANT CREATION DE L'OBSERVATOIRE DU
DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET DE LA
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements Publics à caractère Scientifique, Technologique ou Culturel ;

Vu la Loi N°96-060 du 04 novembre 1996 portant loi des finances ;

Vu la Loi N°96-061 du 04 novembre 1996 portant principes fondamentaux de la comptabilité publique ;

Vu la Loi N°01-066 du 13 juillet 2001 autorisant la Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret n°02-160/P-RM du 30 mars 2002 ;

La Cour Suprême entendue ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

ORDONNE :

**CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DES MIS-
SIONS**

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un Etablissement Public national à caractère Scientifique dénommé Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté, en abrégé ODHD/LCP.

ARTICLE 2 : L'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté a pour mission d'entreprendre des études et des recherches dans les domaines du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté.

A ce titre, il est chargé de :

- Approfondir les études et la connaissance sur les dimensions de la pauvreté et les groupes vulnérables ;

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'études et de recherche dans le domaine du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté ;

- Suivre et analyser les principaux indicateurs liés à la Lutte contre la Pauvreté et au Développement Humain Durable ;

- Analyser et diffuser les informations et données relatives à la pauvreté ;

- Analyser et rendre compte de l'état du développement Humain Durable au Mali ;

- Mettre en place et gérer une base de données sur le Développement Humain Durable ;

- Produire le Rapport National sur le Développement Humain Durable.

CHAPITRE II : DE LA DOTATION INITIALE

ARTICLE 3 : La dotation initiale est constituée par les biens meubles et immeubles affectés à l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté par l'Etat.

CHAPITRE III : DES RESSOURCES

ARTICLE 4 : Les ressources de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté sont constituées par :

- Les subventions de l'Etat ;
- Les fonds d'aide extérieure ;
- Les dons et legs ;
- Les produits d'aliénation des biens meubles et immeubles ;
- Les revenus du patrimoine ;
- Les fonds de concours des personnes morales et physiques ;
- Les recettes diverses.

CHAPITRE IV : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

ARTICLE 5 : Les organes d'administration et de gestion de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la lutte contre la pauvreté sont :

- Le Conseil d'Administration ;
- La Direction ;
- Le Comité Scientifique.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 6 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la lutte contre la Pauvreté.

ARTICLE 7 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 29 mars 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE
Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre du Développement Social,
de la Solidarité et des Personnes Agées,
Mme DIAKITE Fatoumata N'DIAYE
Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Bacari KONE

~~ORDONNANCE N°02-048/P-RM DU 29 MARS 2002 PORTANT CREATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.~~

~~LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,~~

~~Vu la Constitution ;~~

~~Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;~~

~~Vu la Loi N°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements Publics à caractère Scientifique, Technologique ou Culturel ;~~

~~Vu la Loi N°01-113 du 21 décembre 2001 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;~~

~~Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;~~

~~Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 ;~~

~~La Cour Suprême entendue ;~~

~~STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,~~

~~ORDONNE :~~

~~CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DES MISSION~~

~~**ARTICLE 1^{ER} :** Il est créé un Etablissement Public national à caractère Scientifique et Technologique, dénommé Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux, en abrégé INFTS.~~

~~**ARTICLE 2 :** L'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux a pour mission d'assurer la formation initiale et continue dans les domaines du travail social, notamment en ce qui concerne le développement social et l'économie solidaire.~~

~~CHAPITRE II : DE LA DOTATION INITIALE~~

~~**ARTICLE 3 :** L'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux reçoit en dotation initiale les biens meubles et immeubles de l'Ecole de Formation pour le Développement Communautaire.~~

~~**ARTICLE 4 :** Les ressources de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux comprennent :~~

- ~~- les revenus provenant des prestations de services ;~~
- ~~- les produits financiers ;~~
- ~~- les subventions de l'Etat ;~~
- ~~- les dons et legs ;~~